

A close-up photograph of several network cables (red, blue, yellow) plugged into a patch panel. The cables are illuminated with vibrant blue and yellow light, creating a high-tech, digital atmosphere. The patch panel is a dark, textured surface with clear plastic ports.

Législatives 2024

Mise en perspective des principaux programmes

Méthodologie

- FO est un syndicat, indépendant des partis politiques, dont le rôle est de faire entendre les attentes et intérêts des travailleurs. Il ne donne aucune consigne de vote.
- Cependant être indépendant des partis politique ne veut pas dire apolitique, puisque défendre les intérêts des travailleurs c'est par définition avoir une action politique. FO rappelle son attachement aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité.
- Ce tableau comparatif met ainsi en perspective les positions FO avec les propositions des partis présentant un programme aux élections législatives.
- Le travail de compilation s'est opéré de la manière suivante:
 - Recueil des quatre principaux partis;
 - Point d'attention: un de ces partis n'a pas officiellement publié de programme. Seuls les propositions de trois partis sont donc mis en perspective ;
 - Elaboration d'une grille thématique d'analyse des programmes;
 - Reprise textuelle des propositions des partis.
- Points d'attention:
 - L'ensemble des propositions des parties ne figurent pas dans ce document;
 - Ce travail ne s'appuie pas sur une analyse de la cohérence du projet ainsi que de sa solvabilité;
 - Sauf mention contraire, les revendications FO sont issues des résolutions du Congrès confédéral de Rouen, juin 2022 (*).

Retraite

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
<p>Abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans ;</p> <p>Réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans;</p> <p>Prendre en compte le RSA pour valider des trimestres en vue de la retraite ;</p> <p>Indexer le montant des retraites sur les salaires ;</p> <p>Rétablir les facteurs de pénibilité;</p> <p>Créer une surcotisation sur les hauts salaires</p>	<p>Abroger la réforme des retraites de Macron et mettre en place un système de retraites progressif, qui incite les jeunes à entrer de manière précoce sur le marché du travail et prend en compte la pénibilité réelle des emplois faiblement qualifiés</p>	<p>Nous revaloriserons les retraites pour suivre l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des 17 millions de retraités qui ont travaillé toute leur vie et méritent un revenu décent.</p>	<p>(...) rappelons notre mode d'ordre de 2011 « 40 ans c'est déjà trop », le Congrès considère que le blocage de ce processus constituera une avancée pour revenir à la retraite à 60 ans à taux plein et dans la perspective du retour 37,5 ans de cotisations, en créant le rapport de force nécessaire quand les conditions seront réunies.</p> <p>FO réaffirme sa détermination à défendre un système de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel et à conforter et améliorer les dispositions du système actuel et de ses régimes, afin de garantir un haut niveau de pensions à toutes et à tous. (Plateforme des revendications générales prioritaires FO)</p>

Salaires

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
<p>Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600€ net, par la hausse de 10% du point d'indice des fonctionnaires (intégralement compensée pour les collectivités territoriales), augmenter les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants;</p> <p>Indexer les salaires sur l'inflation</p>	<p>Revaloriser les revenus du travail par une incitation forte à l'augmentation des salaires (permettre aux entreprises d'augmenter les salaires de 10 % jusqu'à trois fois le SMIC, en les exonérant de l'augmentation des cotisations patronales pendant trois à cinq ans)</p>	<p>Nous libèrerons les augmentations de salaires entre le SMIC et 2 000 € en réformant les aides aux entreprises et la prime d'activité. Nous supprimerons les effets de seuil qui désincitent les entreprises à augmenter leurs salariés afin que les Français en aient pour leur travail.</p> <p>Pour continuer à rémunérer le travail, nous permettrons aux entreprises d'augmenter jusqu'à 10 000 € par an sans charge ni impôt le montant de la prime de pouvoir d'achat qu'elles ont versée l'an passé à 6 millions de salariés.</p>	<p>La revalorisation significative du Smic à hauteur de 80 % du salaire médian et la revalorisation des grilles conventionnelles de salaires : 2104 € en 2022 ;</p> <p>La revalorisation de l'indice de rémunération de la Fonction publique ;</p> <p>La mise sous condition des aides publiques aux entreprises à la négociation des salaires, au maintien des emplois et à l'interdiction du versement des dividendes ;</p> <p>Le Congrès renouvelle son opposition aux dispositifs d'exonérations de cotisations sociales, qui conduisent à des trappes à bas salaires, et à tous les mécanismes substitutifs à de vraies augmentations générales des salaires, comme l'indemnité inflation, la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, ou encore les primes d'épargne salariale.</p>

Chômage

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
Abroger immédiatement (...) les réformes de l'assurance-chômage	Annulation de la réforme de l'assurance chômage de juillet 2024;		<p>FO était déjà opposée au durcissement des conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi en 2019, 2021 et 2023</p> <p>Désormais, il faudrait avoir travaillé huit mois au cours des vingt mois qui précèdent la fin du contrat de travail pour prétendre à une indemnisation, contre six mois actuellement au cours des vingt-quatre derniers, seuils qui étaient déjà bien hauts ! Désormais, la durée d'indemnisation sera réduite à quinze mois, alors qu'un demandeur d'emploi sur quatre est au chômage depuis plus d'un an et qu'au-delà de 50 ans, cette proportion dépasse les 40 % ! (Editorial FS 5 juin 2024)</p>

Fiscalité (du travail & du capital)

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
<p>Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches ;</p> <p>Rendre la CSG progressive ;</p> <p>Supprimer la flat tax et rétablir l'exit tax;</p> <p>Supprimer les niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes ;</p> <p>Réformer l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif en ciblant les plus hauts patrimoines et instaurer un héritage maximum</p>			<p>(...) la part de l'impôt sur le revenu dans l'ensemble de la fiscalité doit être revue conformément au principe d'égalité devant l'impôt. Le congrès dénonce la part croissante des impôts indirects sur la consommation qui touche tous les ménages sans distinction de niveaux de revenu et de patrimoine.</p> <p>C'est pourquoi il [le Congrès] revendique une véritable réforme fiscale réduisant la part des impôts indirects au profit de l'impôt sur le revenu direct et progressif.</p> <p>Pour le rétablissement plein et entier de la sécurité sociale</p>

Pension, aides

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
<p>Augmenter le minimum contributif (pension de retraite pour une carrière complète) au niveau du SMIC et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté;</p> <p>Annuler les réformes (...) sur le revenu de solidarité active (RSA) ;</p> <p>Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans pour les personnes indépendantes fiscalement et dès 16 ans pour les élèves de l'enseignement professionnel)</p>	<p>Réserver les aides sociales aux Français et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations sociales non-contributives comme le RSA (si nécessaire par référendum constitutionnel);</p> <p>Contrôler que les personnes qui perçoivent des prestations sont toujours vivantes, en particulier lorsqu'elles vivent à l'étranger</p>	<p>Nous revaloriserons les retraites pour suivre l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des 17 millions de retraités qui ont travaillé toute leur vie et méritent un revenu décent;</p> <p>(...) nous achèverons la mise en œuvre de la solidarité à la source avec le versement automatique des aides dès 2025 à tous ceux qui y ont droit.</p>	<p>L'augmentation des pensions et le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires.</p>

Travail

Programme 1	Programme 2	Programme 3	Revendications FO*
<p>Organiser une conférence nationale sur le travail et la pénibilité visant au rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures, au passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement et son extension par la négociation collective;</p> <p>Adopter un plan d'action « zéro mort au travail » par le rétablissement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), l'embauche d'inspecteurs du travail et de médecins du travail, la mise à jour du tableau des maladies professionnelles en intégrant notamment le burn-out</p>	<p>Abroger la réforme des retraites de Macron et mettre en place un système de retraites progressif, qui incite les jeunes à entrer de manière précoce sur le marché du travail et prend en compte la pénibilité réelle des emplois faiblement qualifiés</p>		

Formation professionnelle

Programme 1	Programme 2 Adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins réels des branches professionnelles; Soutenir financièrement les jeunes et les entreprises faisant le choix de l'apprentissage ou de l'alternance	Programme 3	Revendications FO* FO considère que tous les salariés doivent pouvoir augmenter leur niveau de qualification par la formation professionnelle continue et défend le droit individuel à une formation qualifiante, le rétablissement du CIF, les diplômes et titres professionnels reconnus dans les conventions collectives, les lycées professionnels et l'AFPA. (Plateforme des revendications générales prioritaires FO)
--------------------	--	--------------------	---

Climat

Programme 1

Faire voter une loi énergie-climat ;
Inscrire le principe de la règle verte ;

Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050 ;

Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes ;

Accélérer la rénovation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, etc) ;

Renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production) ;

Faire de la France le leader européen des énergies marines avec l'éolien en mer et le développement des énergies hydroliennes ;

Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés

Programme 2

Renoncer à l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique à l'horizon 2035 et inciter les constructeurs français à développer des véhicules propres abordables ;

Supprimer les Zones à Faibles Emissions ;

Abroger toutes les interdictions et obligations liées aux DPE (travaux, mise en location...) et mettre en place un accompagnement pragmatique des rénovations de logements en lien avec les professionnels ;

Réduire l'empreinte carbone de la France en soutenant les relocalisations industrielles et en favorisant les acteurs locaux dans la commande publique (circuits courts, priorité nationale, préférence européenne...);

Instaurer une priorité d'accès au logement social pour les travailleurs des secteurs prioritaires ;

Sortir des règles européennes de fixation des prix de l'énergie qui affaiblissent notre compétitivité ;

Lancer le plan Marie Curie de relance du nucléaire (EPR, SMR, réacteurs à neutrons rapides) ;

Protéger les barrages hydroélectriques de la mise en concurrence voulue par Bruxelles Investir dans les barrages hydroélectriques pour augmenter leur capacité de production ;

Sortir définitivement du charbon en convertissant les centrales en biomasse et développer les technologies vertes comme l'hydrogène et la géothermie

Programme 3

Pour les aider à se loger, nous créerons un fonds de rénovation énergétique des logements des classes moyennes et populaires financé par une taxe sur les rachats d'actions. Cela permettra de rénover 300 000 logements supplémentaires d'ici 2027 et d'accompagner les foyers concernés par le retrait/gonflement des argiles.

Nous mettrons en chantier 14 nouveaux réacteurs nucléaires pour assurer l'indépendance énergétique de la France et aller vers une économie sans carbone. Leur construction sera accélérée grâce à la loi adoptée en 2023. Dans les DROM, nous convertirons toutes les centrales thermiques à la biomasse ;

Nous permettrons aux entreprises d'adapter les horaires de travail en période de canicule, notamment pour les travailleurs très exposés comme ceux du BTP.

Revendications FO*

Dans ce cadre [Congrès de Rouen juin 2022], la rénovation énergétique des bâtiments doit être un des leviers permettant de concilier ces deux aspects indispensables à la réussite de toute politique écologique. Le Congrès y voit une opportunité pour développer une filière métier de qualité dans le bâtiment, améliorer les conditions de vie des 7 millions de personnes en situation de précarité énergétique tout en agissant sur le climat.

Pour le Congrès cela doit s'accompagner d'un programme d'investissement public avec le renforcement des aides financières à la rénovation qui doivent être simplifiées et accessibles à tous afin de limiter le reste à charge notamment pour les propriétaires les plus modestes.

Par ailleurs, le congrès exige la nationalisation et le retour au monopole public de l'énergie.

Services publics

Programme 1

Organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public afin d'éviter la saturation pendant l'été, proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels;

Lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, dans le soin et le médico-social, à l'école publique, dans la justice, dans les services et les agences de l'État, en revalorisant les métiers et les salaires ;

Garantir l'accès aux services publics à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire par un plan d'investissement : personne ne doit habiter à plus de trente minutes d'un accueil physique des services publics ;

Garantir l'accès à chaque famille à un mode de garde adapté grâce à un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places en crèches ou autre solution de garde ;

Organiser des états généraux des quartiers populaires et des états généraux des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale, notamment dans les services publics ;

Lancer un plan Grand âge en rénovant les EHPAD, en augmentant et en formant les professionnels du grand âge ; Interdire des placements hôteliers dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance et interdire les sorties sèches à 18 ans ;

Faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse

Programme 2

Programme 3

Nous ouvrirons une maison France services dans chaque canton, à 20 minutes de chez soi, y compris en ruralité et dans les Outre-mer. Pour cela, nous porterons leur nombre de 2 700 à 3 000 d'ici 2027. Nous soutiendrons la culture de proximité en ruralité et pour tous les âges, à travers notamment le « printemps de la ruralité ».

Revendications FO*

FO revendique pour les agents publics une fonction publique statutaire renforcée, capable de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Elle exige l'arrêt des suppressions d'emplois, des fermetures de services et le recrutement de fonctionnaires titulaires par concours.

FO s'oppose à l'ouverture à la concurrence et à la privatisation des services publics (SNCF, EDF, RATP...), qui engendrent une dégradation de l'offre, des fermetures de sites, la perte de proximité pour la population, une dégradation des droits du travail et l'augmentation des tarifs.

Immigration

Programme 1

Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites ;

Instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel ;

Adopter et mettre en œuvre un plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions

Programme 2

Réduire la dépense sociale par la mise en place de la priorité nationale

Programme 3

Revendications FO*

(...) le Congrès réaffirme son engagement en soutien des travailleurs, sans-papiers ou régularisés, contre toute exploitation par le travail et condamne les pratiques de certains employeurs, qui n'hésitent pas parfois à soumettre au chantage à l'expulsion leurs travailleurs. L'illégalité de certaines situations, qui participe à l'économie souterraine, ne peut que favoriser l'exclusion de la société, en mettant en échec les politiques d'intégration et le principe républicain d'égalité.

Le Congrès estime nécessaire une révision des politiques européennes d'asile et migratoires, afin de garantir notamment le respect des droits de l'Homme, et rappelle l'importance des relations syndicales européennes et internationales, pour œuvrer à la mise en place de normes internationales solidaires.

Le Congrès est sans faiblesse, sans concession sur ses valeurs fondamentales : son rejet absolu des discriminations, le refus du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, des slogans qui font de l'étranger, du migrant, le bouc émissaire faute d'apporter des réponses de justice sur le terrain économique et social.

Il rappelle que le principe d'égalité est la clé de voûte d'une liberté de circulation compatible avec le progrès social. Face à l'ampleur de ces enjeux amplifiés par les conflits en Europe et dans le monde, le Congrès revendique la ratification de l'ensemble des conventions de l'OIT relatives au travail migrant.

Droit syndical

Programme 1

Programme 2

Programme 3

Revendications FO*

Le Congrès dénonce la mise en place par ces mêmes ordonnances, des CSE de manière ultra centralisée et revendique le rétablissement des CHSCT ainsi que la mise en place d'une représentation du personnel au plus proche des salariés.

Position par rapport aux syndicats / paritarisme

Programme 1

Organiser une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification;
Défendre et renforcer les libertés syndicales et associatives et en finir avec leur répression

Programme 2

Organisation d'une conférence sociale sur les salaires et les conditions de travail

Programme 3

Revendications FO*

Le Congrès rappelle son **attachement au paritarisme, à la négociation collective, à la pratique contractuelle et à la construction du rapport de force**, qui doivent rester les instruments privilégiés du syndicat pour exercer son rôle de contre poids, faire aboutir les revendications.

Force Ouvrière défend plus que jamais le paritarisme comme base et constante de la démocratie sociale, signifiant l'égalité entre syndicats de salariés et organisations patronales pour impulser une gestion paritaire des organismes ayant vocation à gérer le salaire différé.

A tous les niveaux concernés — notamment la Sécurité Sociale, l'Assurance chômage, la Formation Professionnelle, le Logement social, les Retraites — le paritarisme doit être maintenu, renforcé et remis en vigueur.

Le Congrès rappelle l'importance du paritarisme qui doit rester libre de toute tutelle : il reste essentiel sur le plan interprofessionnel que les interlocuteurs sociaux puissent négocier librement, selon un agenda social paritaire, choisi sans intrusion ni injonction du gouvernement. Pour assurer sa mise en œuvre, le Congrès revendique la généralisation des autorisations d'absence avec maintien de salaire. Le Congrès revendique l'arrêt des politiques légiférant de plus en plus par ordonnance. Il rappelle l'obligation issue de la loi Larcher qui impose une phase de concertation avec les interlocuteurs sociaux.

Le Congrès revendique un véritable respect de la négociation collective, seule source possible d'amélioration des droits des travailleurs.

Également, le Congrès rappelle l'importance des avancées pour les salariés qui sont dues au paritarisme de branche. Force Ouvrière considère le paritarisme de branche comme étant la meilleure gouvernance pour définir les risques précis liés aux métiers, ainsi que les moyens et formations à mettre en place pour y faire face.

